

Analyse DynaM - Octobre 2014

Une collaboration entre l'Office National de Sécurité Sociale et HIVA-KU Leuven

Pour plus d'informations, contactez l'équipe de recherche DynaM du HIVA-KU Leuven (Institut de recherche sur le Travail et la Société):

- Prof. Ludo Struyven ▪ 0485 16 08 86 ▪ ludo.struyven@kuleuven.be
- Steven Bulté ▪ steven.bulte@kuleuven.be
- Sam Coomans ▪ sam.coomans@kuleuven.be

Impact négatif inédit de la rechute de la crise sur la création d'emplois en Belgique

Plus longue est la crise, plus il est complexe de maintenir le rythme des créations d'emplois. En temps de crise, il est fondamental de créer suffisamment d'emplois, afin de compenser les pertes essuyées dans d'autres segments de l'économie ou dans la fonction publique. C'est ce que l'on appelle la 'destruction créatrice', qui s'essouffle si la crise perdure.

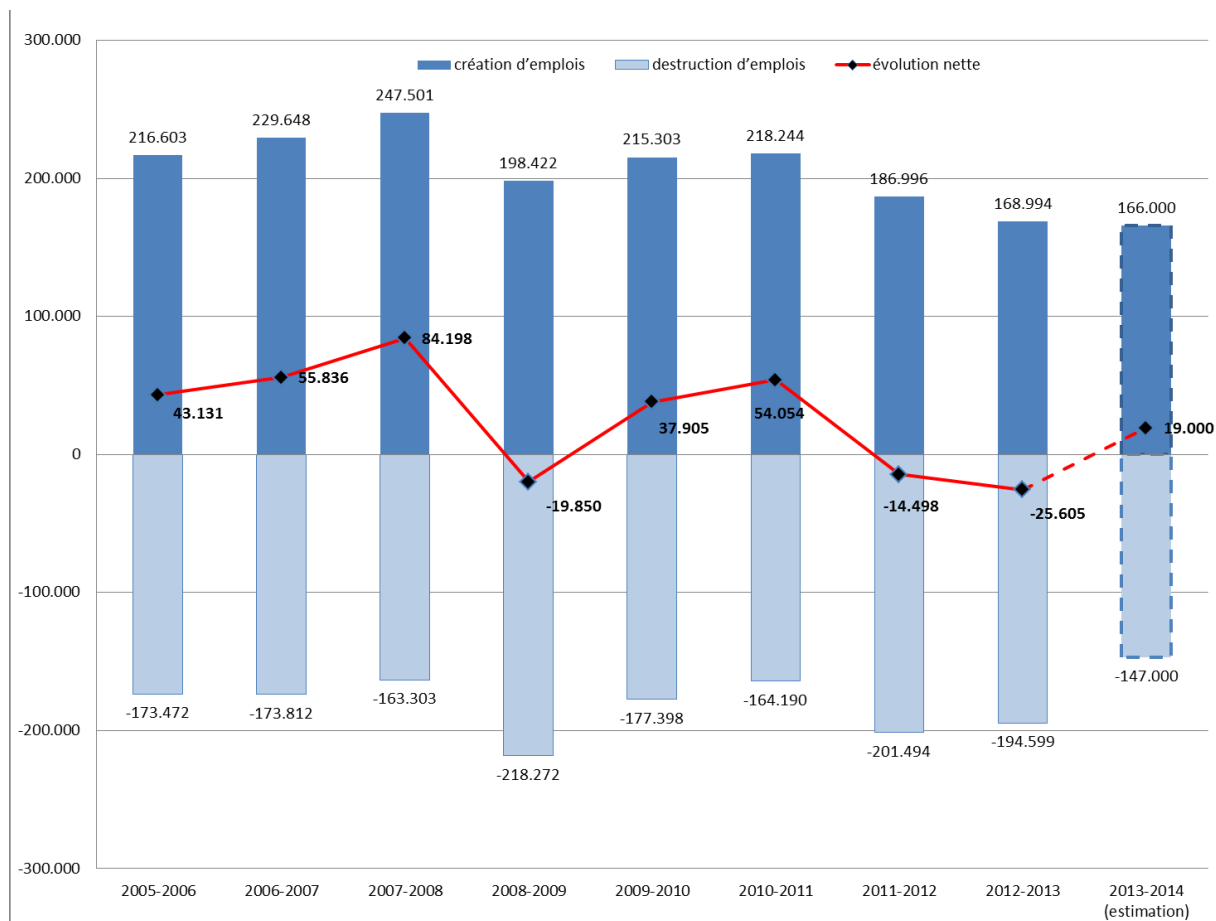
1. Nouveau plancher dans la création d'emplois

Le graphique 1 indique dans quelle mesure la création d'emplois (bâtons du dessus) et la destruction d'emplois (bâtons du dessous) évoluent d'année en année, depuis les premières données corrigées de DynaM. La différence entre les deux valeurs constitue le solde d'emploi net, un des indicateurs traditionnels du marché du travail.

Au cours du deuxième creux de la crise, le marché belge du travail a créé 30 000 emplois de moins que durant le premier creux. Entre juin 2008 et juin 2009, malgré la perte de 218 000 emplois, 198 000 nouveaux postes ont été créés. Pendant le plancher du deuxième creux, entre juin 2012 et juin 2013, le nombre de nouveaux emplois n'était que de 169 000, soit le niveau le plus faible sur la dernière décennie.

Une timide reprise a été constatée durant la dernière période en date (juin 2013-juin 2014), essentiellement à la faveur d'un ralentissement des pertes d'emplois, qui ne s'est toutefois pas accompagné d'un nombre significatif d'emplois créés, comme cela a été le cas entre 2009 et 2011. Le marché de l'emploi n'a d'ailleurs jamais pu retrouver son niveau d'avant la crise. Par rapport à la période juste avant la crise (2007-2008), la progression est inférieure de 64 000 emplois nets.

Graphique 1 Évolution annuelle (2005-2014) de la création d'emplois, de la destruction d'emplois et de l'emploi net



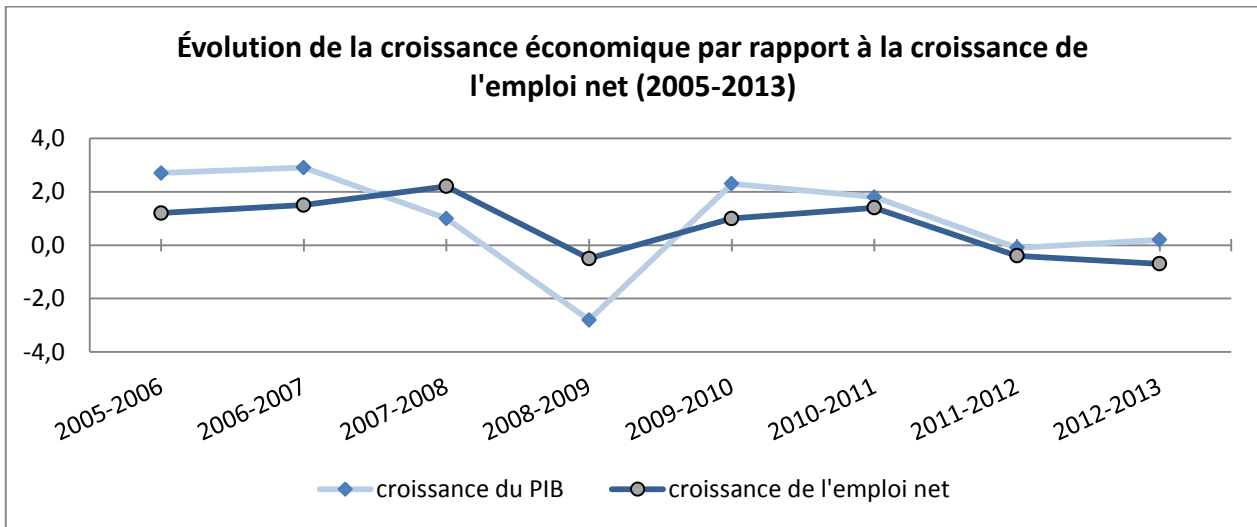
Source: ONSS, ONSSAPL et Dynam-Belgium.org

Si l'on décompose les flux d'emploi bruts, nous obtenons une vision plus précise des dynamiques qui régissent le marché de l'emploi, lesquelles sont impossibles à observer dans les données traditionnelles. Les chiffres de DynaM, calculés à partir des données de l'ONSS et de l'ONSSAPL, portent sur la totalité des salariés du pays et modifient notre perception du marché de l'emploi, et ce, sous plusieurs aspects (voir encadré).

2. L'impact différé de la crise économique sur le marché du travail

Non seulement la rechute de la crise a pesé plus fort et plus longtemps sur la création d'emplois que pendant le premier creux, la reprise du premier semestre 2014 s'est également montrée plus faible. De plus, durant ce deuxième creux, on remarque que la croissance économique supplante la croissance de l'emploi net. Le Graphique 2 retrace l'évolution de la croissance économique et de la croissance de l'emploi.

Graphique 2 Évolution (2005-2013) de la croissance économique et de la croissance de l'emploi net



Source: BNB, ONSS, ONSSAPL et Dynam-Belgium.org

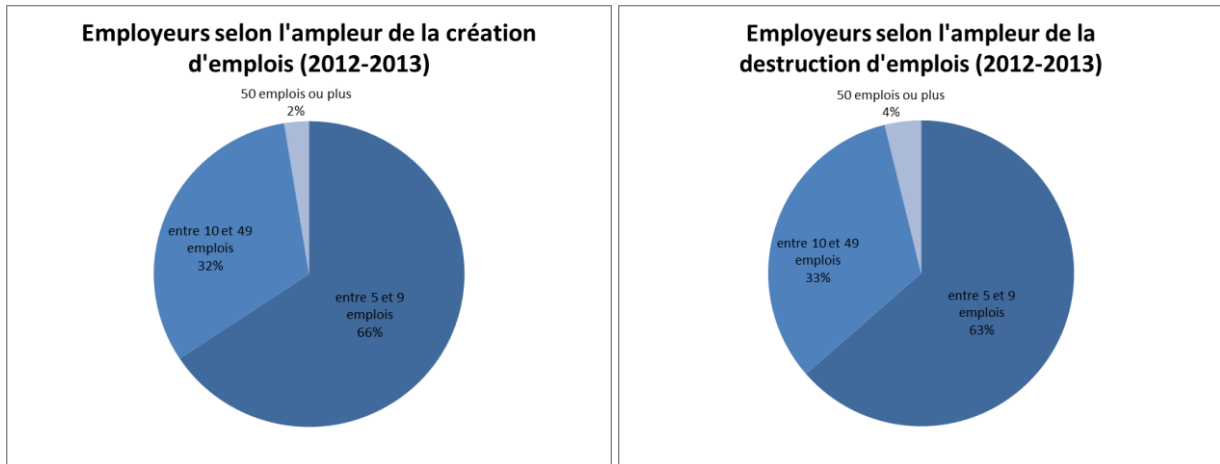
Sur une base annuelle et en termes d'évolution du PIB, la croissance économique entre juin 2008 et juin 2009 s'est élevée à 0,9% sur un an. Entre juin 2011 et juin 2012, le PIB belge a reflué de 0,2% pour se reprendre quelque peu (+0,1%) entre juin 2012 et juin 2013. Par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, le produit intérieur brut (PIB) en volume et en euros chaînés a été corrigé des variations saisonnières et des effets de calendrier.

Le deuxième creux n'enfonce pas seulement les planchers atteints lors du premier creux, il s'avère bien plus dramatique que ce que pouvait laisser présager la conjoncture. Cela prouve que la crise économique agit à retardement sur le marché du travail.

3. La création d'emplois est moins concentrée sur quelques grosses entreprises que la destruction d'emplois

D'une année à l'autre, le flux des créations d'emplois peut varier considérablement, allant de moins de 5 à plus de 1 000 postes. Tous les emplois créés entre 2012 et 2013 l'ont été par 65 752 des 243 714 entreprises qui déposent des déclarations auprès de l'ONSS ou de l'ONSSAPL. La grande majorité d'entre elles (59 515 entreprises) ont créé moins de 5 emplois. Le graphique ci-dessous répartit les entreprises qui, en une année, ont affiché des flux (positifs ou négatifs) de minimum 5 emplois.

Graphique 3 Répartition des entreprises selon l'ampleur de la création/destruction d'emplois (à partir de 5 emplois), 2012-2013



Source: ONSS, ONSSAPL et Dynam-Belgium.org

Si nous nous attardons sur les seuls flux d'emploi à partir de 5 travailleurs, la création/destruction d'emplois concerne deux tiers de l'ensemble des entreprises de la première catégorie (entre 5 et 9 emplois). Le nombre de cas de destructions d'emplois de grande ampleur (plus de 50 postes) s'élève à 253 (4% de l'ensemble des entreprises ayant détruit au moins 5 emplois), dont 43 entreprises ayant perdu plus de 200 travailleurs. Ces 43 entreprises ont à elles seules causé 20 558 pertes d'emplois (soit une moyenne de 478). Il s'agit des cas les plus médiatisés de licenciements de masse.

Ces énormes destructions d'emplois n'ont pu être compensées que dans une mesure limitée par les entreprises ayant créé de nombreux emplois. Entre 2012 et 2013, 15 entreprises ont créé au moins 200 emplois, soit un total de 6 375 postes. L'année qui a précédé la crise de 2007-2008, 47 entreprises avaient fait de même, pour un total de 28 562 postes.

De même, dans la catégorie des entreprises affichant un flux d'emploi entre 50 et 199 postes, le nombre de sociétés qui ont créé des emplois est inférieur au nombre de sociétés qui ont détruit des emplois (146 entreprises ayant créé 11 819 emplois contre 201 ayant détruit 17 151 emplois).

Les entreprises qui créent le plus d'emplois ne sont pas seulement plus rares que celles qui en détruisent beaucoup, la compensation entre destruction de masse et création de masse s'opère dans un nombre plus restreint de secteurs d'activité.

Les destructions d'emplois sont surtout le fait d'entreprises métallurgiques wallonnes en pleine restructuration ou dont les sites de production ferment (Carsid, Duferco, ArcelorMittal et Caterpillar). Les banques (BNP Paribas, KBC, Belfius) et les entreprises publiques (bpost, Belgacom, Electrabel) détruisent également de nombreux postes, principalement par le biais du non-remplacement des effectifs sortants.

Si d'autres secteurs sont marqués par d'importantes pertes d'emplois, ils en créent un nombre équivalent dans un même temps. L'exemple le plus marquant est le commerce de détail: les licenciements chez Carrefour sont en effet compensés par les recrutements massifs par les autres chaînes de grandes surfaces (Colruyt, Albert Heijn et Lidl). Le secteur de l'intérim est quant à lui caractérisé par la coexistence d'entreprises en fort recul et d'entreprises en forte croissance. Cette situation vaut aussi pour certaines entreprises publiques (la STIB qui engage par rapport à la SNCB qui licencie).

4. Pour conclure

Au cours des dix dernières années, le marché du travail en Belgique n'a jamais créé aussi peu d'emplois que lors de la période la plus récente de la crise (2011-2013). Le contrecoup de la crise s'est fait durement ressentir pendant le deuxième creux, au-delà de ce que la conjoncture pouvait laisser présager. Pour

inverser cette tendance, il est crucial que les entreprises et les secteurs qui créent un nombre important d'emplois parviennent à compenser les pertes massives d'emplois.

L'étude DynaM permet de remettre en perspective quelques idées reçues parmi les plus répandues en matière de mobilité et de dynamiques sur le marché de l'emploi belge. Des rapports complets et des indicateurs de base sont disponibles à l'adresse www.dynam-belgium.org.

Les entreprises et secteurs qui souhaitent comparer les dynamiques propres à leur marché du travail avec celles d'autres secteurs peuvent contacter:

HIVA-KU Leuven: Ludo Struyven ▪ 0485 16 08 86 ▪ ludo.struyven@hiva.kuleuven.be

ONSS: Peter Vets ▪ 02 509.31.43 ▪ peter.vets@rsz.fgov.be

Pour davantage de chiffres, graphiques et commentaires, consultez:

- Release 2014 de DynaM. La dynamique des travailleurs sur le marché de l'emploi belge. Juin 2012-juin 2013
- Analyse DynaM d'octobre 2014.

DynaM est né de la collaboration entre HIVA-KU Leuven, l'ONSS et Federgon, dans le cadre d'une chaire parrainée par Federgon, dont l'objectif est d'étudier les dynamiques sur le marché de l'emploi belge. Les indicateurs de DynaM se basent sur les vastes ressources administratives mises à disposition par l'ONSS (Office national de sécurité sociale) et l'ONSSAPL (Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales), qui concernent près de 99 % des employeurs et des travailleurs belges. Ces indicateurs ont été définis conformément aux directives de l'OCDE et d'EUROSTAT. Nos données sont régulièrement actualisées ou complétées par des données historiques.

DynaM publie ses données, rapports et commentaires sur son site Internet, à l'adresse www.dynam-belgium.org.